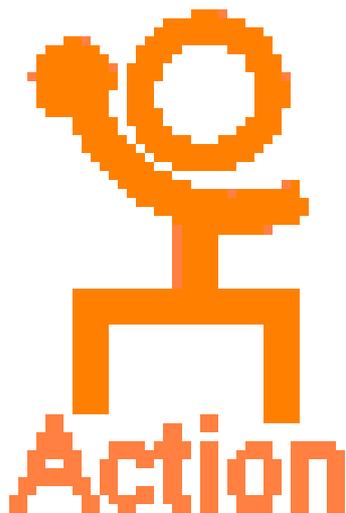


<https://www.dijon.snes.edu/spip/spip.php?article4748>



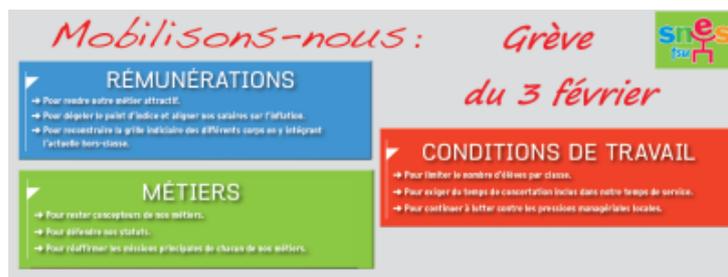
Mardi 3 février : tous en grève dans l'éducation nationale

- SNES académique de Dijon - S3 - Editorial -



Date de mise en ligne : mardi 27 janvier 2015

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés



Les événements tragiques de la semaine dernière ont suscité un sursaut citoyen particulièrement exceptionnel, rassemblé dans la rue plusieurs millions de personnes, notamment dans un cortège du monde du travail.

Les témoignages de solidarité avec l'équipe de Charlie Hebdo, avec les familles des dix-sept victimes, les expressions de l'émotion ont afflué ; le mouvement syndical était présent dans la rue pour rappeler son attachement à la liberté d'expression, aux principes de liberté, égalité, fraternité qui fondent notre République mais aussi son aspiration à la justice sociale. L'éducation a été particulièrement interpellée sur son rôle et, dans le débat qui ressurgit, la Nation en s'interrogeant sur les mesures à prendre pour éviter tout nouveau drame, lui assigne des responsabilités particulières. La ministre de l'Éducation a réuni durant la semaine les différents partenaires de l'École, fédérations de l'Éducation, associations de parents, organisations de jeunesse... afin de discuter de l'accompagnement des personnels, des outils qui pourraient être mis à la disposition des enseignants, en particulier par le biais d'une formation continue aujourd'hui en déshérence. Si le SNES et la FSU ont appuyé la nécessité d'injecter des moyens dans la formation, de soutenir les enseignants, ils ont aussi rappelé que l'École n'avait pas faibli, que le travail avec les élèves pour développer l'esprit critique, l'esprit de tolérance, expliciter le sens de la laïcité, amener au vivre ensemble était le lot quotidien des enseignants. Il ne s'agirait donc pas aujourd'hui de leur asséner des prescriptions alors même que le travail éducatif requiert temps et moyens pour amener à des débats construits et argumentés. Il ne s'agit pas non plus d'occulter les questions de fond qui minent notre société et n'épargnent pas l'École. Questions de choix politiques et économiques qui ont dépouillé les services publics, et conduit à l'abandon de territoires entiers, au chômage massif des jeunes, à des discriminations et discours xénophobes.

Les solutions ne sont certes pas à chercher dans l'augmentation des mesures sécuritaires ; elles ne peuvent se contenter non plus de la seule affirmation de principes si ceux-ci ne font pas sens pour une partie de nos jeunes quand ce qu'ils vivent, c'est l'inégalité et les discriminations, l'échec scolaire voire le décrochage. À l'injonction faite à l'École de transmettre ce qu'est la laïcité, la fraternité, la liberté, quelle est la traduction en termes de moyens ? La politique de relance de l'éducation prioritaire est restée à mi-chemin, les classes s'annoncent très chargées à la rentrée 2015, la charge de travail des enseignants croît sans qu'aucune reconnaissance salariale ne suive, la formation est indigente, le temps passé avec les élèves se réduit souvent.

Il faut un véritable engagement de la nation pour l'École et ses personnels, message que nous porterons lors de la journée de grève du 3 février.